ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 29 décembre 1992, d'une demande d'avis sur un avant-projet de loi "visant à promouvoir une répartition équilibrée des hommes et des femmes sur les listes de candidatures aux élections législatives, provinciales et communales", a donné le 8 mars 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 29 december 1992 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een voorontwerp van wet "ter bevordering van een evenwichtige spreiding van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de parlements-, provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen", heeft op 8 maart 1993 het volgend advies gegeven :

Si l’objectif immédiat du projet est "d’accroître la présence des femmes sur les listes de candidatures aux élections législatives, provinciales et communales", son objectif plus lointain est d’augmenter le nombre de femmes élues au Parlement et dans les conseils provinciaux et communaux.

Le moyen retenu pour y parvenir est d’exiger que pas plus des deux tiers des candidats d’une même liste électorale n’appartiennent au même sexe, et de priver toute liste ne respectant pas cette proportion, de divers avantages que la loi accorde aux candidats aux élections et, plus généralement, aux partis politiques.

La constitutionnalité d’un tel projet doit être appréciée tant en ce qui concerne la règle sur la composition des listes qu’en ce qui concerne la sanction ou, si l’on préfère, la mesure d’incitation dont elle est assortie.

L’égalité des sexes est respectée par la règle essentielle du projet puisqu’une liste peut comporter soit une majorité d’hommes, soit une majorité de femmes, pourvu qu’une minorité de candidats de sexe opposé se joigne à cette majorité. Du reste, une liste peut aussi ne comporter que des candidats du même sexe, ou une minorité de moins d’un tiers, et être valablement constituée; rien n’interdit même à un candidat de se présenter seul au suffrage des électeurs. Le projet n’enfreint donc pas le droit de tous les Belges d’être élus dans les assemblées, quel que soit leur sexe. Toute femme ou tout homme pourra toujours trouver le moyen d’être candidat, soit sur une liste sur laquelle le sexe auquel il ou elle appartient est en

majorité ou en minorité, soit sur une liste composée de candidats tous du même sexe qui ont ensemble renoncé aux avantages que la loi réserve à certaines listes, soit encore seul, en renonçant, lui aussi, aux mêmes avantages. L'égale éligibilité des Belges est donc, dans son principe, sauvegardée.

En incitant les listes à se constituer selon le modèle prévu, le projet n'encourt non plus aucune objection que l'on prétendrait tirer de l'article 32 de la Constitution suivant lequel tout élu représente l'ensemble de la population. La circonstance qu'un élu appartient au sexe qui, sur la liste sur laquelle il figure, constitue la minorité n'entraîne pas, ni en fait, ni en droit, qu'il doive être considéré comme le représentant d'une catégorie particulière de Belges, plutôt que de la nation.

Les règles prévues par le projet pour la composition des listes électorales doivent donc être considérées comme compatibles avec la Constitution.

Aucun autre grief pris de la violation de règles constitutionnelles n'aurait d'ailleurs du être examiné si le projet s'était borné à assortir d'une sanction simple la règle sur la confection des listes. Une sanction possible aurait pu, par exemple, consister en une information publique relative aux listes ayant enfreint la règle légale sur la diversité des sexes. L'opinion publique serait ainsi alertée sur une spécificité jugée regrettable de certaines listes ou de certains candidats. Une sanction de ce genre ne se serait pas heurtée au principe d'égalité qui doit être

maintenu avec un soin particulier entre les candidats et les partis qui se lancent dans la compétition électorale.

En revanche, il n'est pas du tout certain que la mesure incitative que le projet adopte puisse, elle, être jugée conforme à la Constitution. Du point de vue de l'égalité, le projet présente donc ce paradoxe que, pour rendre plus positive et effective l'égalité des sexes, il prend le risque de distinguer les partis et les candidats selon qu'ils acceptent ou non de favoriser la candidature d'individus des deux sexes. En effet, réserver le bénéfice de certains avantages, notamment pécuniaires, aux partis ou aux candidats qui composent leurs listes selon les règles prévues, c'est, à n'en pas douter, les traiter distinctement. Les avantages réservés aux listes "conformes" permettent notamment aux partis qui les soutiennent de bénéficier de l'aide pécuniaire de l'Etat, non seulement pour l'organisation de leur travail politique en général (article 6 du projet), mais aussi pour celle de leur propagande électorale. Les partis ou les candidats isolés qui ne bénéficient pas de ces avantages, si modiques soient-ils, se voient donc imposer un handicap d'autant plus grave qu'il frappe des organisations ou des individus placés par l'ensemble de notre système politique dans une situation de compétition. Il est extrêmement difficile de concilier l'institution d'un tel handicap avec les articles 6 et 6bis de la Constitution.

Ainsi que la Cour d'arbitrage a déjà eu, maintes fois, l'occasion de le rappeler, "les règles constitutionnelles de l'égalité des Belges devant la loi et de la non-discrimination n'excluent pas qu'une différence de traite-

ment soit établie entre certaines catégories de personnes, pour autant que le critère de différenciation soit susceptible de justification objective et raisonnable. L'existence d'une telle justification doit s'apprécier en tenant compte du but et des effets de la mesure critiquée ainsi que de la nature des principes en cause; le principe d'égalité est violé lorsqu'il est établi qu'il n'existe pas de rapport raisonnable de proportionnalité entre les moyens employés et le but visé". Il s'agit d'apprécier à la lumière de ces principes l'importance relative que revêt le maintien d'une rigoureuse égalité des partis et des candidats quand on la compare au besoin de réaliser effectivement l'égalité entre les hommes et les femmes, en incitant celles-ci à participer aux débats des assemblées politiques.

Il faut sans doute commencer par observer que le projet, s'il se donne comme but ultime de faire participer les femmes aux assemblées, n'a toutefois pas d'autre objectif immédiat que celui d'accroître le nombre de candidates. Comme la corrélation n'est pas certaine entre ce nombre et celui des élues - car l'augmentation du premier n'entraîne pas nécessairement celui du second -, la réalisation de la fin ultime du projet est aléatoire, alors que le trouble apporté à l'égalité des chances des candidats est, pour sa part, immédiat et certain. Or, le trouble que le projet provoque se produit dans un domaine où le besoin d'égalité est particulièrement impérieux, ainsi que le montrent d'ailleurs quelques règles récemment introduites dans la législation électorale belge.

Le soutien que l'Etat accorde aux partis politiques parce qu'ils concourent à l'expression du suffrage universel, et aux candidats pour qu'ils puissent informer correctement les électeurs, est inévitablement assorti de conditions. Il faut éviter en effet que certaines associations ou certains individus détournent de leurs fins ces subsides directs ou indirects en tentant de les obtenir, non pour conquérir les suffrages de leurs compatriotes, mais seulement pour se faire connaître à d'autres points de vue qu'au point de vue politique, par exemple au point de vue culturel voire simplement au point de vue commercial. Il est donc nécessaire de s'assurer du caractère réellement et effectivement politique de l'action de ceux qui sollicitent le subside. C'est pourquoi l'article 115bis du Code électoral, par exemple, prévoit que l'"acte d'affiliation" permettant à plusieurs listes d'obtenir un numéro d'ordre commun doit être appuyé par cinq membres sortants au moins de chacune des Chambres en cause; cette condition est une précaution prise pour s'assurer que l'affiliation est bien demandée par une association politique pour se lancer effectivement dans la compétition électorale et non pas pour atteindre d'autres buts. Cette précaution ne handicape aucune liste en raison de son programme.

Le souci du législateur de maintenir entre les candidats et les partis qui les soutiennent une stricte égalité se marque aussi dans l'article 116, alinéa 13, du Code électoral qui exige de tout candidat un engagement explicite de respecter les règles relatives aux dépenses de

la campagne électorale. Une telle exigence est établie autant pour détourner les candidats d'un trop vif désir de se procurer les fonds utiles à leur propagande que pour éviter qu'une trop grande disparité de ressources ne supprime toute véritable compétition. En l'occurrence, maintenir l'égalité au sein de la compétition a même été considéré comme si impérieux que la loi frappe d'inéligibilité un candidat qui refuse de s'engager à s'en tenir aux dépenses permises et à se soumettre au contrôle.

Les articles 115bis, § 2, et 116, alinéa 13, formulent donc tous deux des conditions que la loi met à l'octroi d'une aide directe ou indirecte pour assurer que l'activité aidée soit bien celle que l'Etat veut soutenir, c'est-à-dire l'activité politique, et pour régulariser, dans et par l'égalité, les campagnes électorales. Loin de rompre l'égalité, ces conditions attestent le souci de la loi de la respecter et même de la renforcer. Au demeurant, elles n'influencent en rien le contenu ou la substance des opinions des partis ou des candidats qui se disputent le pouvoir.

En revanche, en ajoutant aux conditions actuellement prévues pour obtenir ces aides, celle du respect de certaines proportions dans la confection des listes, la loi en projet ne manifeste plus la réserve dans laquelle l'Etat se tenait jusqu'ici. Le projet n'entend pas seulement peser sur les partis et les candidats, il cherche encore explicitement à influencer le contenu même de leur comportement quant à la participation des femmes à la vie politique, et

entend rompre l'égalité en faveur de ceux qui partagent l'opinion "officielle". Quelle que puisse être la modicité des aides et subsides dont certains - notamment tous les candidats isolés - seront privés, la signification de cette rupture n'a pas une portée minime.

Outre qu'il provoque une immixtion de l'Etat dans la substance des programmes des partis et des candidats, l'inégalité que le projet institue se manifeste dans un domaine où toute rupture d'équilibre entraîne des conséquences graves. S'il est en effet un domaine dans lequel une inégalité,si minime soit-elle, est mal supportée, c'est bien celui de l'organisation d'une compétition. Or, la compétition électorale est l'un des aspects essentiels du système démocratique, car à défaut de celle-ci, la rivalité entre les partis ne trouve pas de solution et cesse d'être bénéfique. L'égalité entre les concurrents est le propre de toute compétition et le moyen indispensable de lui conserver son efficacité et sa signification.

Aussi, l'examen du rapport de proportionnalité entre la règle que le projet établit et sa sanction revient à confronter l'espoir de réaliser effectivement l'égalité des sexes, d'une part, et la sauvegarde actuelle d'une rigoureuse égalité des concurrents dans la compétition électorale, d'autre part. La formule utilisée par la Cour d'arbitrage, et qui a été rappelée ci-dessus, invite à tenir compte notamment de "la nature des principes en cause". Il apparaît bien que celui de la neutralité de l'Etat vis-à-vis des candidats et des partis qui se disputent le pouvoir est

un principe dont la fragilité est certaine et la sauvegarde d'autant plus difficile et nécessaire. Il ne paraît donc pas que la loi puisse enfreindre le principe d'égalité des candidats pour avancer vers l'objectif, pourtant tout à fait important lui aussi, que constituent la réalisation d'une égalité effective entre les sexes et sa conséquence, la participation des femmes aux assemblées politiques. La loi le peut d'autant moins qu'en l'occurrence, il est possible d'assurer autrement le respect de la règle, elle parfaitement admissible du point de vue constitutionnel, que le projet tend à imposer pour la confection des listes.

Hoewel het onmiddellijke doel van het ontwerp er in bestaat "de aanwezigheid van vrouwen (te) verhogen op de kandidatenlijsten voor de parlements-, provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen", is het doel op langere termijn een toename van het aantal in het parlement en in de provincie- en gemeenteraden verkozen vrouwen.

Het aangewende middel om dat doel te bereiken bestaat er in te eisen dat niet meer dan twee derde van de kandidaten van een zelfde kiezerslijst tot hetzelfde geslacht behoren en elke lijst die deze verhouding niet in acht neemt verschillende voordelen te ontnemen die bij de wet worden verleend aan de kandidaten voor de verkiezingen en, meer in het algemeen, aan de politieke partijen.

De grondwettigheid van zulk een ontwerp moet worden beoordeeld zowel wat het voorschrift omtrent de samenstelling van de lijsten betreft als wat betreft de sanctie, of zo men verkiest, de stimulans die eraan verbonden is.

De gelijkheid van man en vrouw wordt door het basisvoorschrift van het ontwerp in acht genomen, aangezien een lijst uit een meerderheid van mannen of uit een meerderheid van vrouwen mag bestaan, mits een minderheid van kandidaten van het andere geslacht bij die meerderheid komt. Een lijst kan overigens ook alleen bestaan uit kandidaten van hetzelfde geslacht of uit een minderheid van minder dan één derde, en toch wettig zijn samengesteld; er staat zelfs niets aan in de weg dat een kandidaat zich heel alleen verkiesbaar stelt. Het ontwerp schendt dus niet het recht van iedere Belg om te worden verkozen in de assemblées,

ongeacht zijn of haar geslacht. Iedere vrouw of man zal altijd een manier kunnen vinden om kandidaat te zijn, ofwel op een lijst waar het geslacht waartoe hij of zij behoort in de meerderheid of in de minderheid is, ofwel op een lijst samengesteld uit kandidaten die allen tot hetzelfde geslacht behoren en die samen afstand hebben gedaan van de voordelen die de wet bepaalde lijsten biedt, ofwel alleen, waarbij ook hij of zij afstand doet van dezelfde voordelen. Het beginsel van de gelijke verkiesbaarheid van de Belgen wordt dus in principe veilig gesteld.

In zoverre het ontwerp ertoe aanspoort de lijsten samen te stellen naar het opgegeven model, stuit het evenmin op enig bezwaar, waarvan beweerd zou kunnen worden dat het steunt op artikel 32 van de Grondwet, volgens hetwelk iedere verkozene de gehele bevolking vertegenwoordigt. De omstandigheid dat een verkozene behoort tot het geslacht dat op de lijst waarop hij voorkomt de minderheid vormt, heeft, noch in feite noch in rechte tot gevolg dat hij behoort te worden beschouwd als de vertegenwoordiger van een bijzondere categorie van Belgen, veeleer dan van de natie.

De voorschriften die het ontwerp geeft voor het samenstellen van de kiezerslijsten moeten dus worden geacht bestaanbaar te zijn met de Grondwet.

Had het ontwerp er zich toe beperkt aan het voorschrift voor de samenstelling van de lijsten een gewone sanctie te verbinden, dan had men trouwens geen enkel ander bezwaar gegrond op de schending van grondwettelijke voorschriften hoeven onderzoeken. Een mogelijke sanctie zou er

bijvoorbeeld in hebben kunnen bestaan openbaar te maken welke lijsten het wetsvoorschrift omtrent geslachtelijke verscheidenheid hebben overtreden. De publieke opinie zou aldus worden gewezen op een betreurenswaardig geachte specificiteit van bepaalde lijsten of bepaalde kandidaten. Een sanctie van die aard zou niet zijn ingedruisd tegen het gelijkheidsbeginsel dat ten aanzien van de kandidaten en de partijen die zich in de verkiezingsstrijd storten bijzonder zorgvuldig dient te worden gehandhaafd.

Het staat daarentegen helemaal niet vast dat de als stimulans bedoelde maatregel die in het ontwerp wordt genomen kan worden geacht in overeenstemming te zijn met de Grondwet. Uit een oogpunt van gelijkheid is het ontwerp dus in zoverre paradoxaal dat om de gelijkheid van man en vrouw positiever en effectiever te maken, het waagt een onderscheid te maken tussen de partijen en de kandidaten naar gelang zij al dan niet aanvaarden de kandidatuur van personen van beide geslachten te steunen. Het verlenen van bepaalde voordelen, inzonderheid geldelijke, aan partijen of kandidaten die hun lijsten volgens de gegeven voorschriften samenstellen komt namelijk, zonder enige twijfel, neer op een ongelijke behandeling. Door de alleen aan de conforme lijsten verleende voordelen kunnen onder meer de partijen die deze lijsten steunen aanspraak maken op financiële steun van de Staat, niet alleen voor het organiseren van hun politieke werk in het algemeen (artikel 6 van het ontwerp), maar tevens voor het organiseren van hun verkiezingspropaganda. De partijen of alleenstaande kandidaten die geen aanspraak kunnen maken op die voordelen, hoe gering ook, lopen dus een nadeel op dat des te erger is daar het

organisaties of personen treft die door geheel ons politieke bestel in een concurrentiepositie geplaatst zijn. Het invoeren van zulk een nadeel is uiterst moeilijk te rijmen met de artikelen 6 en 6bis van de Grondwet.

Het Arbitragehof heeft al meermaals op het volgende gewezen : "De grondwettelijke regels van de gelijkheid der Belgen voor de wet en van de niet-discriminatie sluiten niet uit dat een verschil in behandeling tussen bepaalde categorieën van personen zou worden ingesteld, voor zover voor het criterium van onderscheid een objectieve en redelijke verantwoording bestaat. Het bestaan van een dergelijke verantwoording moet worden beoordeeld, met inachtneming van het doel en de gevolgen van de bestreden maatregel en van de aard van de in het geding zijnde beginselen; het gelijkheidsbeginsel is geschonden wanneer vaststaat dat de aangewende middelen redelijkerwijze niet evenredig zijn met het beoogde doel". Het is zaak om in het licht van die beginselen het relatieve belang van het handhaven van een strikte gelijkheid van partijen en kandidaten te beoordelen vergeleken bij de noodzaak om de gelijkheid van mannen en vrouwen effectief tot stand te brengen, door de vrouwen ertoe aan te zetten deel te nemen aan de debatten van de politieke assemblées.

Ongetwijfeld behoort er eerst op te worden gewezen dat het ontwerp, hoewel het als einddoel opgeeft de vrouwen te doen deelnemen aan de assemblées evenwel geen ander onmiddellijk doel heeft dan het doen toenemen van het aantal vrouwelijke kandidaten. Aangezien het verband tussen dat aantal en het aantal verkozen vrouwen niet vaststaat - de

toename van het eerste aantal heeft immers niet noodzakelijk een toename van het tweede tot gevolg -, is het bereiken van het einddoel van het ontwerp onzeker, terwijl onmiddellijk en zonder enige twijfel afbreuk wordt gedaan aan de gelijke kansen van de kandidaten. Die afbreuk nu wordt in het ontwerp gedaan op een terrein waar gelijkheid bijzonder dwingend is, zoals trouwens blijkt uit sommige voorschriften die onlangs in de Belgische kieswetgeving zijn opgenomen.

De steun die de Staat aan de politieke partijen verleent omdat zij bijdragen tot de uiting van het algemeen stemrecht, en aan de kandidaten opdat zij de kiezers nauwkeurig kunnen inlichten, is onvermijdelijk aan voorwaarden gebonden. Er behoort immers te worden voorkomen dat bepaalde verenigingen of personen die directe of indirecte subsidies ten eigen bate aanwenden door te pogen ze te verkrijgen, niet om de stemmen van hun landgenoten te winnen, maar alleen om bekend te worden op andere gebieden dan het politieke, bij voorbeeld op cultureel of zelfs gewoon op handelsgebied. Het is dus noodzakelijk zich ervan te vergewissen dat het optreden van degenen die de subsidie aanvragen werkelijk en wezenlijk van politieke aard is. Daarom bepaalt artikel 115bis van het Kieswetboek bij voorbeeld dat de "akte van lijstenvereniging", waardoor verschillende lijsten een gemeenschappelijk volgnummer kunnen verkrijgen, gesteund moet zijn door ten minste vijf aftredende leden van elk der betrokken Kamers; die voorwaarde is een voorzorg die wordt genomen om er zich van te vergewissen dat de lijstenvereniging wel degelijk wordt aangevraagd door een politieke organisatie om daadwerkelijk mee te doen aan de verkiezingsstrijd en niet om andere

doeleinden te bereiken. Die voorzorg benadeelt geen enkele lijst wegens haar programma.

Het streven van de wetgever naar het handhaven van een strikte gelijkheid tussen de kandidaten en de partijen die hen steunen, komt ook tot uiting in artikel 116, dertiende lid, van het Kieswetboek, waarin wordt vereist dat iedere kandidaat er zich uitdrukkelijk toe verbindt de bepalingen betreffende de verkiezingsuitgaven in acht te nemen. Zulk een eis wordt gesteld, zowel om de kandidaten af te houden van een al te sterke drang om geld te vinden voor hun propaganda, als om te voorkomen dat er door een te groot verschil in inkomsten van een echte verkiezingsstrijd niets terecht komt. In het onderhavige geval wordt het handhaven van de gelijkheid in de verkiezingsstrijd zelfs zo dwingend noodzakelijk geacht dat de wet een kandidaat die weigert er zich toe te verbinden zich te houden aan de toegestane uitgaven en zich te onderwerpen aan controle, onverkiesbaar verklaart.

De artikelen 115bis, § 2, en 116, dertiende lid, stellen dus allebei voorwaarden waarvan de wet het verlenen van directe of indirecte steun afhankelijk stelt om ervoor te zorgen dat de gesteunde activiteit wel degelijk die is welke de Staat wenst te steunen, te weten de politieke activiteit en om de kiescampagnes in en door gelijkheid te regelen. Die voorwaarden verbreken geenszins de gelijkheid, maar getuigen van het streven van de wet om haar in acht te nemen en zelfs te versterken. Zij hebben overigens geen enkele invloed op de inhoud of de kern van de meningen van de partijen of kandidaten die wedijveren om de macht.

Door aan de voorwaarden die thans worden gesteld om die steun te verkrijgen de inachtneming toe te voegen van bepaalde verhoudingen bij het samenstelllen van de lijsten, vertoont de ontworpen wet daarentegen niet meer de terug-houdendheid die de Staat tot op heden aan de dag heeft gelegd. Het ontwerp beoogt niet alleen druk uit te oefenen op partijen en kandidaten, het wil tevens uitdrukkelijk de inhoud zelf van hun houding tegenover de deelneming van vrouwen aan het politieke leven beïnvloeden en beoogt de gelijkheid te verbreken ten gunste van diegenen die de "officiële" opinie delen. Hoe gering de steun en de subsidies mogen wezen die bepaalde - onder meer alle alleenstaande kandidaten - zullen worden ontnomen - die verbreking van de eenheid is niet onbeduidend.

Behoudens dat het ontwerp een inmenging van de Staat in het wezen van de programma's van partijen en kandidaten teweegbrengt, komt de door het ontwerp ingevoerde ongelijkheid tot uiting op een gebied waar elke evenwichts-verstoring zware gevolgen heeft. Als er een gebied is waarop een ongelijkheid, hoe gering ook, slecht wordt verdragen, is het immers wel het gebied van de organisatie van een krachtmeting. De verkiezingsstrijd nu is één van de wezenlijke aspecten van het democratische bestel omdat er zonder die strijd voor de rivaliteit onder de partijen geen oplossing bestaat en zij niet langer heilzaam is. De gelijkheid van de deelnemers is karakteristiek voor elke krachtmeting en het onontbeerlijke middel om de doel-treffendheid en de betekenis ervan te bewaren.

Het onderzoek van de evenredige verhouding tussen het in het ontwerp gegeven voorschrift en de bijhorende sanctie betekent zoveel dat een afweging wordt gemaakt van enerzijds het streven om de gelijkheid van man en vrouw echt tot stand te brengen en anderzijds de bestaande bescherming van een strikte gelijkheid van hen die in een verkiezingsstrijd tegenover elkaar staan. De door het Arbitragehof gebruikte formulering, die hierboven in herinnering is gebracht, zet er toe aan rekening te houden met onder meer "de aard van de in het geding zijnde beginselen". Het blijkt duidelijk dat het beginsel van de neutraliteit van de Staat tegenover de kandidaten en partijen die wedijveren om de macht een beginsel is dat stellig kwetsbaar is, waardoor het in stand houden ervan des te moeilijker en noodzakelijker is. Het laat zich dus niet aanzien dat de wet het beginsel van de gelijkheid van de kandidaten mag schenden om nader tot het, nochtans ook belangrijke doel te komen, dat bestaat in het tot stand brengen van een effectieve gelijkheid van man en vrouw en het gevolg ervan, de deelneming van vrouwen aan de politieke assemblées. De wet mag dit des te minder daar in het onderhavige geval op een andere wijze gezorgd kan worden voor naleving van het voorschrift dat het ontwerp beoogt te geven voor de samenstelling van de lijsten, welk voorschrift uit grondwettelijk oogpunt volstrekt aanvaardbaar is.

La chambre était composée de

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

J. DE GAVRE, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme G. BEECKMAN de CRAYLOO, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. G. BEECKMAN de CRAYLOO, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. J.-J. STRYCKMANS.